



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE



Direction Générale de
l'Administration et de la
Fonction Publique

Sous-direction
des statuts et des
rémunérations

Bureau
du statut général
FP3

Dossier suivi par
Julien RIGABER
Téléphone
0142 75 89 61
Télécopie
0142 75 71 06
Mél
julien.rigaber@
fp.pm.gouv.fr

Adresse
32, rue de
Babylone
Paris 711m

Références
FP3/06-

Paris, le 27 OCT. 2006

Le directeur général de l'administration et de
la fonction publique

à

Mesdames et Messieurs les directeurs,
Directions chargées du personnel

Objet : Détachement des fonctionnaires français lauréats de concours communautaires au sein de la fonction publique européenne.

001512

Des difficultés m'ont été signalées concernant le règlement de la situation des fonctionnaires français lauréats de concours de la fonction publique communautaire ou de candidats simultanément lauréats de concours relevant de ces deux fonctions publiques. Afin que ces cas de figure soient traités de manière homogène, je souhaite rappeler le cadre qui leur est applicable.

En droit, la doctrine sur ce point est stabilisée depuis plusieurs années. Saisi par le ministre de la fonction publique, le Conseil d'Etat a en effet confirmé dans son avis no 355948 du 9 juin 1994 la possibilité pour un fonctionnaire d'être en position de double appartenance à la fonction publique française et à la fonction publique communautaire.

Conformément à cet avis, le principe selon lequel la qualité de fonctionnaire français est incompatible avec celle de fonctionnaire d'un Etat étranger ne s'applique pas aux institutions communautaires dont la France fait partie en tant qu'Etat membre. L'administration française est en revanche tenue de placer le lauréat du concours concerné dans une position statutaire régulière, qui lui permette de conserver un lien avec son administration d'origine.

Dans cette perspective, les doubles carrières nationale et européenne doivent être encouragées en permettant au fonctionnaire lauréat d'un concours européen d'être détaché auprès des institutions communautaires. Le détachement, contrairement à la mise en disponibilité, permet à ces lauréats de ne pas interrompre leur déroulement de carrière dans l'administration française. C'est pourquoi, lorsque le détachement est possible, il convient de recourir systématiquement à cette position statutaire.

Toutefois, lorsque le statut particulier du corps auquel appartient le lauréat d'un concours communautaire ne permet pas son détachement avant une durée minimale de services effectifs dans le corps, le placement de l'intéressé en disponibilité pour convenances personnelles doit être privilégié pour éviter à ces lauréats d'opter, sans possibilité de retour aucune, pour l'une ou l'autre de ces fonctions publiques.

La disponibilité pour convenances personnelles des fonctionnaires de l'Etat, régie par l'article 44 b) du décret no 85-986 du 16 septembre 1985, est accordée « *sous réserve des nécessités du service* ». Considérant le caractère stratégique de la mise en place de passerelles vers les institutions communautaires, les éventuelles nécessités du service permettant de justifier un refus de mise en disponibilité doivent être particulièrement fondées et argumentées.

La jurisprudence a confirmé cette position, en jugeant notamment que la situation des effectifs et les contraintes budgétaires ne constituent pas des motifs suffisants pour faire obstacle à une demande de mise en disponibilité pour convenances personnelles.

Tel est l'état du droit actuel que je souhaitais rappeler à votre connaissance. Mes services restent à votre disposition en cas de difficulté particulière dans l'application du présent courrier.

Pour le directeur général de l'administration
et de la fonction publique, et par délégation
Le directeur, adjoint, général



Frédéric ALADJIDI

Copies:- SGAE (secteur présence française)
- Budget (2ème sous direction)